Communiqué de presse, publication immédiate.

EMBARGO JUSQU'À 11H EN HEURE DE L'EST/8H EN HEURE DE L'OCCIDENTALE

À l'approche de la Conférence des Nations Unies sur les océans, de nouvelles recherches révèlent les menaces imminentes que représente l'expansion des activités pétrolières et gazières pour les côtes et les océans

De nouvelles cartographies et analyses révèlent que l'exploitation pétrolière et gazière offshore menace les habitats océaniques, les moyens de subsistance des communautés côtières, ainsi que le climat

Le 4 juin 2025 (Sacramento, Californie) — De nouvelles recherches révèlent que les activités pétrolières et gazières offshore représentent une menace majeure pour la biodiversité marine à tous les niveaux, depuis l'exploration et l'extraction jusqu'au transport et à l'utilisation.

Cette nouvelle [cartographie et analyse](#), publiée par Earth Insight en collaboration avec des partenaires internationaux et régionaux, illustre les menaces que font peser les futurs projets d'exploitation de combustibles fossiles en mer sur les zones les plus riches en biodiversité et les communautés côtières des régions pantropicales.

Voir les cartes détaillées [ici](#).

Les principales conclusions mettent en évidence les points suivants :

- **Blocs pétroliers et gaziers** couvrent plus de 2,7 millions de km² dans les régions frontalières étudiées, une superficie équivalente à celle de l'Argentine.
- **Menaces pesant sur les zones protégées** : 88 500 km² de blocs pétroliers et gaziers en chevauchement ; 19% des zones côtières et marines protégées sont menacées dans les régions frontalières.
- **Menaces pesant sur les zones importantes pour les mammifères marins et les zones d'importance pour la biodiversité (ZIB)** : 70 000 km², soit 11% des zones importantes pour les mammifères marins (ZIMM) et 49 000 km², soit 14% des zones d'importance pour la biodiversité (ZIB) marines et côtières, font chevauchement avec des blocs pétroliers et gaziers.
- **Menaces pesant sur les récifs coralliens, les herbiers marins et les mangroves** : Environ 21 000 km², soit 15% des récifs coralliens, 7 900 km², soit 63% des herbiers marins, et 2 000 km², soit 15% des mangroves, concernés par ces études de cas, sont recouverts par des blocs pétroliers et gaziers, exposant ainsi des habitats marins essentiels à un risque important. Ces régions sont vitales pour la préservation des mammifères marins et des écosystèmes qui leur servent d'habitat, de zone d'alimentation, de reproduction et de migration.
- **Menaces liées à l'expansion du gaz naturel liquéfié (GNL)** : On recense 13 zones importantes pour les mammifères marins, abritant 20 espèces uniques menacées, à proximité des infrastructures offshore des terminaux GNL dans les zones étudiées.

« L'expansion des combustibles fossiles ne devrait avoir lieu nulle part, et pourtant elle se produit dans certains des écosystèmes marins les plus riches en biodiversité de la planète », explique Tyson Miller, Earth Insight. « Ce rapport est à la fois une prise de conscience qui donne à réfléchir et une lueur d'espoir, dans la mesure où de nombreux projets prévus peuvent encore être arrêtés et où plusieurs organisations et réseaux actifs œuvrent sans relâche en ce sens. »

Cette étude révèle également des risques climatiques considérables, comme en témoigne notamment le projet Papua LNG, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui générera des émissions de gaz à effet de serre équivalentes à celles produites chaque année par le Bangladesh. Parallèlement, la banquise de Saya de Malha, la plus grande herbière marine au monde, ne bénéficie toujours d'aucune protection malgré son rôle essentiel dans la séquestration du carbone. Le golfe de Californie, au Mexique, véritable trésor de biodiversité marine et sanctuaire pour les baleines, pourrait bientôt s'imposer comme l'une des principales plateformes mondiales pour le commerce du GNL.

« Le golfe de Californie, souvent qualifié d'« aquarium du monde », abrite près de 40% des espèces de mammifères marins, dont les emblématiques baleines bleues et requins baleines », explique Cecilia Garcia, Directrice des communications, Defensa Ambiental Noroeste. « Les méthaniers de 300 mètres de long exportant l'énergie fossile américaine vers les marchés étrangers représentent une menace majeure pour cette région frontalière extrêmement rare. Elle est également vitale pour les industries de la pêche et du tourisme au Mexique. »

Ce rapport tombe quelques jours avant la tenue en France de la Conférence des Nations unies sur les océans (UNOC) 2025, qui réunira des milliers d'experts océanographiques, de diplomates, de chefs d'État, de chercheurs et de dirigeants de la société civile. Cette conférence « a pour objectif de promouvoir des mesures supplémentaires et urgentes visant à préserver et à exploiter durablement les océans, les mers et les ressources marines au service du développement durable, et d'identifier de nouveaux moyens de soutenir l'application de l'ODD 14 ». Par ailleurs, TotalEnergies, une entreprise énergétique française, joue également un rôle prépondérant dans ces projets d'expansion offshore et côtière. En effet, les résultats suggèrent que l'entreprise est impliquée dans 3 des 11 projets évalués dans ces études de cas, notamment en Namibie, au Mozambique et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

« Non seulement l'extraction et la combustion de combustibles fossiles en mer contribuent au déclin de la biodiversité et à la détérioration des moyens de subsistance des communautés locales, mais elles contribuent également de manière importante à la crise climatique et à la pollution », souligne Neville Van Rooy, responsable du programme de sensibilisation, Green Connection. « C'est pour cette raison que les communautés locales, les groupes autochtones et les organisations de la société civile en Afrique du Sud sont à ce jour les plus engagés dans la lutte contre ces projets. »

Pour répondre aux nuisances environnementales et sociales occasionnées par l'extraction offshore de combustibles fossiles, le rapport propose les solutions suivantes :

1. Mettre fin à l'expansion des combustibles fossiles : suspendre l'expansion des activités offshore et côtières liées aux combustibles fossiles, en priorisant la protection des régions protégées et écologiquement sensibles.

2. **Retirer les blocs non attribués et suspendre les nouvelles autorisations** : retirer les blocs pétroliers et gazières non attribués et restreindre les nouvelles licences, permis ou extensions pour les projets offshore et côtiers liés aux combustibles fossiles.
3. **Cesser tout support financier** : mettre fin aux investissements, assurances et financements destinés à l'expansion proposée ou prévue des activités offshore et côtières liées aux combustibles fossiles.
4. **Investir dans les énergies renouvelables** : réorienter les ressources financières vers l'énergie solaire, éolienne et d'autres énergies propres.
5. **Garantir une transition équitable** : adopter des politiques obligeant les entreprises pétrolières et gazières à assumer l'intégralité des coûts de démantèlement des installations pétrolières et gazières offshore abandonnées ou à l'arrêt, et impliquer toutes les parties prenantes concernées dans la transition en adoptant une approche fondée sur les droits.
6. **Prendre des mesures de restauration** : réhabiliter les habitats dégradés par les activités liées aux combustibles fossiles grâce à des mesures de démantèlement, de dépollution et de conservation.
7. **Renforcer les cadres juridiques, financiers et politiques** et appliquer les traités ou accords internationaux, tels que le Traité sur la non-prolifération des combustibles fossiles, afin d'interdire toute nouvelle expansion des activités pétrolières et gazières côtières et offshore.

*« L'expansion des combustibles fossiles, notamment à travers de nouveaux projets pétroliers et gazières offshore, représente une menace directe pour nos océans, notre climat et les millions qui dépendent des écosystèmes marins vitaux tels que le Triangle de corail et le passage des îles Verde pour leur subsistance. Malgré les efforts nationaux et internationaux visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, les institutions financières poursuivent leurs investissements inconsidérés dans des énergies fossiles, à l'origine de la pollution et de la destruction des habitats », dénonce **Gerry Arances, directeur exécutif du Centre pour l'énergie, l'écologie et le développement (CEED).***

« La prochaine conférence des Nations unies sur les océans devrait marquer un tournant décisif : il y a dix ans, grâce au leadership audacieux de la France et d'autres décideurs, l'Accord de Paris a pu voir le jour. Aujourd'hui, ces mêmes dirigeants se doivent d'écouter les communautés les plus touchées et la société civile qui réclament la fin du soutien aux nouveaux projets d'exploitation des énergies fossiles. Nous devrions plutôt investir dans une transition inclusive qui protège les populations et les communautés », a-t-il ajouté.

###

Contact presse et médias :

Ziona Eyob, conseillère en communication, (heure du Pacifique) press@earth-insight.org

À propos d'Earth Insight

Earth Insight développe des outils d'analyse et de transparence essentiels pour limiter l'expansion des industries fossiles, minières et autres industries menaçant les écosystèmes fragiles ainsi que les communautés autochtones et locales. Nos travaux de recherche, de communication et de mobilisation visent à soutenir les mesures prises par les principaux

acteurs politiques et financiers visant à protéger les écosystèmes fragiles, afin de lutter activement contre la crise climatique et celle de la biodiversité.

Partenaires

Waterkeeper Alliance, Global Energy Monitor (GEM), Probios (Suriname), Fossil Free Wider Caribbean, Our Islands Our Future (Waterkeepers Bahamas), Defensa Ambiental del Noroeste (DAN) (Mexico), Instituto Internacional Arayara (Brazil), Justiça Ambiental (Stop Mozambique Gas campaign), Center for Environmental Law and Community Rights Inc. (CELCOR) (Papua New Guinea), Center for Energy, Ecology, and Development (CEED), Sauver la Mer et la Pêche (Waterkeepers Senegal), and The Green Connection (South Africa).